

La lente déconstruction des « médias de la honte »

TUNISIE Les médias sont passés d'un contrôle étatique sévère à une liberté totale

► Depuis la révolution, les médias tunisiens font face à un défi de taille : réapprendre les bonnes pratiques journalistiques sans se brider.

► Créée en 2013, la Haute Autorité indépendante de la communication audiovisuelle, depuis peu soutenue par son homologue belge, les aide, parfois laborieusement, à se dégager d'une forme de servitude volontaire.

REPORTAGE

TUNIS
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Il sont une quinzaine, les yeux rivés sur le fond de la salle de classe. Sur une grande toile est projetée une vidéo expliquant à grand renfort d'animations colorées le métier de journaliste d'investigation. « En tant que journaliste d'investigation, il faut rencontrer régulièrement d'autres journalistes, mais aussi des policiers, des juges, des avocats... déroule la voix off en français. Un réseau de connaissances qui lui donne parfois des documents interdits, en secret, pour lui permettre d'enquêter » Bruissement dans la salle. Nous sommes à l'Ipsi, l'Institut de presse et des sciences de l'information de Tunis. Le petit groupe d'étudiants qui observe la vidéo est inscrit au master « journalisme d'investigation » proposé par l'Institut. Ce jour de décembre, les élèves reçoivent la visite de Walid Mcjri, journaliste fondateur du webzine d'investigation Inkyfada. Assis sur une petite estrade, le grand brun dégingandé passe sur le gril des étudiants curieux : « Si à la suite d'une de vos enquêtes, aucune mesure n'est prise, c'est que l'enquête était mauvaise, non ? » Walid esquise un sourire et répond, posément, à toutes les mains levées.

Fin novembre, c'est son média, Inkyfada, qui a représenté la Tunisie au sein du

Consortium international des journalistes d'investigation (dont fait partie *Le Soir*), dans le cadre d'ImplantFiles, nouvelle enquête qui révèle un scandale sanitaire mondial concernant plusieurs types d'implants médicaux. Créé en juin 2014, trois ans après la révolution de jasmin, avec l'ambition de promouvoir les enquêtes au long cours, Inkyfada fait figure d'ovni dans le paysage médiatique tunisien, tout comme son modèle économique qui allie les donations privées à des revenus générés par divers services, du conseil éditorial à la conception graphique. Le soulèvement tunisien de 2011 a dynamité le monde des médias, auparavant sous l'emprise et le contrôle total de Ben Ali. Radios et télévisions étaient plutôt qualifiées de médias gouvernementaux et étaient financées par des fonds publics. La situation des médias privés n'était guère plus enviable : tous étaient détenus par des proches du pouvoir, en l'absence totale de transparence et d'égalité dans l'octroi des licences.

« Après la révolution, c'était le chaos »

Par la Constitution et la loi, l'Etat tunisien est, depuis le soulèvement, de moins en moins présent et la presse possède un cadre juridique qui lui permet d'être libre... à tout le moins du pouvoir étatique ou de l'administration. Résultat, au

lendemain de la révolution, les stations de radio et chaînes télé en tous genres ont pullulé, sans aucune régulation. La priorité à l'époque : organiser le champ médiatique. « C'était le chaos, se souvient Nouri Lajmi, président de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (Haica). Plusieurs médias diffusaient hors de tout cadre réglementaire, au nom de cette nouvelle liberté d'expression, tout le monde s'établissait, tout le monde commençait à diffuser. Il n'y avait aucun respect des règles, il fallait organiser ce champ médiatique d'urgence et veiller à ce que ces nouvelles chaînes, ces nouvelles stations, ne deviennent pas les alliés des partis politiques ». Autrement dit : trouver les outils pour parvenir à mettre en place – au niveau médiatique – une société démocratique. Une mission associée aussi consciencieusement que possible depuis 2013 par la Haica, appuyée depuis le 13 décembre par le CSA belge. « La situation aujourd'hui est incomparable avec ce qu'elle était avant, reconnaît Nouri Lajmi. On était mis en laule pour rien. Maintenant on peut parler, on peut critiquer. A titre d'exemple, il est déjà arrivé que la Haica dépose une plainte contre le gouvernement. C'était inimaginable avant ».

Pour parler « d'avant », la meilleure personne à interroger, de l'avis de tous les journalistes avec lesquels nous avons échangé à Tunis, s'appelle Soukeina Abdessamad. Avant, pendant et après Ben Ali : Soukeina a, de son propre aveu, tout vu en tant que journaliste tunisienne. Dans les bureaux du Syndicat des journalistes tunisiens dans le centre de Tunis, qu'elle occupe aujourd'hui à temps plein étant pensionnée depuis peu, elle déroule, s'arrêtant parfois pour chercher « le mot parfait en français » : « J'ai toujours travaillé pour la télévision publique. J'ai commencé au début des années 80, sous Habib Bourguiba. C'était ce

que j'aime appeler un "despote éclairé", donc on a pu travailler relativement tranquillement. Puis Ben Ali est arrivé au pouvoir. Jusqu'en 1988 on pouvait encore travailler vaguement librement. Mais très vite, tout a été contrôlé. Le plus petit sujet passé au crible pour qu'il ne heurte pas le pouvoir en place. Autant dire que personne ne regardait la télévision publique avant la révolution. » Et maintenant ? Soukeina, dont on devine le caractère bien trempé, lève un sourcil : « Depuis la création du Syndicat des journalistes en 2008 et depuis la création de la Haica, le changement est indéniable. » Elle marque une pause, rictus aux lèvres. « Mais il y a encore aujourd'hui dans les rédactions, des journalistes qui ne devaient pas y être. Des gens qui ont travaillé sans déontologie à l'époque de Ben Ali et qui ont retourné leur veste à la révolution pour ne pas quitter leur poste. »

« Certaines pratiques persistent, reconnaît volontiers Nouri Lajmi. Il y a évidemment encore des journalistes qui travaillaient sous Ben Ali et qui travaillent de la même manière aujourd'hui. Il faut se départir des mauvaises pratiques. Il faut beaucoup de pédagogie... et beaucoup de temps. Les médias publics sont en train de changer, de regagner la confiance de la population. C'était pas gagné, à la révolution, certains les avaient baptisés "les médias de la honte" ».

Deux chaînes en bras de fer

C'est précisément cette volonté de sortir du journalisme étatique qui habite Inkyfada depuis sa création. « Il faut changer les habitudes dans les rédactions tunisiennes, estime Walid. Il faut sortir du suivi classique "ce que le président a dit, a fait". Il faut créer des cellules d'enquête dans les rédactions. Il faut partir, donner le miroir dans les régions et surtout, prendre distance des politiciens ». Pour cela, le journaliste salue les efforts dé-

ployés par la Haica pour former les rédactions aux bonnes pratiques. Mais émet une sérieuse réserve sur son autorité sur certaines chaînes privées, à l'image d'Al-Hiwar et Nessma. Des chaînes ultra populaires en Tunisie : « Quand la Haica impose des sanctions à Nessma, qui a insulté quelqu'un en plateau ou incité à la haine, la chaîne va tout de suite solliciter l'opinion publique, instrumentaliser la liberté d'expression, accuser l'institution de la censurer. Et malheureusement, il y a un marché prospère pour ce genre de discours en Tunisie ». Le patron de la chaîne, Nabil Karoui, s'était d'ailleurs, aux balbutiements de la Haica, farouchement opposé à l'abandon de la publicité politique, très lucrative pour lui. « Karoui est en entreprise de dénigrement et de colonisation permanente envers le syndicat des journalistes, envers la Haica et envers son président, Nouri Lajmi, explique Walid, visiblement renoué. Ils rejettent tout contrôle, veulent le chaos total pour diffuser ce qu'ils veulent. Ce dernier mandat de la Haica, les quatre dernières années, c'était suicidaire. A cause de chaînes comme Nessma et Al-Hiwar. J'ai même conseillé au président de la Haica de démissionner ».

Pour le journaliste, tant que ces chaînes ne seront pas lourdement sanctionnées, et garderont dans leur poche le soutien populaire, la mission de la Haica sera rendue quasi impossible. « Je pense qu'il nous faudra du temps pour trouver un équilibre. Pour que les Tunisiens comprennent que ces chaînes font de la propagande, pour que la Haica devienne plus forte, pour que la Constitution soit respectée », estime Walid. En somme, changer toute une mentalité, selon lui : « Je déteste cette formule-là, qui dit que le peuple tunisien n'est pas prêt pour la diversité, pour la démocratie. Mais je dois admettre que oui, il n'est pas prêt à 100 %. Il va nous falloir du temps. » ■

MARINE BUSSION

JUMELAGE

Un mariage belgo-tunisien

Le but affiché : renforcer les acquis démocratiques d'une instance tunisienne que la Constitution de 2014 issue de la révolution a coulé dans le marbre institutionnel. Et qui est considérée par beaucoup comme un acquis majeur de la révolution tunisienne et un pilier du processus démocratique.

Le 13 décembre dernier à Tunis, la Haica, le Conseil supérieur de l'audiovisuel belge (CSA) et l'Institut national de l'audiovisuel français (INA) officialisaient un jumelage soutenu par la Fédération Wallonie-Bruxelles et des bailleurs internationaux, dont l'Union européenne. 800.000 euros de budget pour permettre à la Haica de déployer de nouvelles thématiques de régulation. Partage de bonnes pratiques, renforcement de la recherche, développement de nouvelles thématiques de monitoring, perfectionnement et renforcement de la communication... le programme, qui s'étale sur 300 jours au total, est ambitieux.

L'INA aide les équipes tunisiennes à s'attaquer à la question de l'archivage audiovisuel. Une urgence puisqu'il n'existe pas, pour le moment, d'institution qui centralise la collecte et le stockage de tous les flux radio et TV.

le ministre « Depuis la révolution, médias et politiques sont en apprentissage »

ENTRETIEN

Avocat de formation, Mohamed Fadhel Mahfoudh préside l'Ordre national des avocats de Tunisie de 2013 à 2016. Une organisation qui sera l'une des composantes du quartet du dialogue national, chargé d'organiser des négociations entre les partis politiques tunisiens, pour assurer la transition démocratique. À ce titre, il obtient le prix Nobel de la paix en 2015.

Aujourd'hui membre du gouvernement tunisien, Mohamed Fadhel Mahfoudh est chargé des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'Homme. Il estime que son arrivée en politique peut faciliter les relations entre les autorités et les médias. Rencontre.

Comment qualifieriez-vous la santé de la presse tunisienne aujourd'hui ?

Disons que la situation est globalement positive. La liberté de la presse est désormais garantie par la Constitution et par les lois en vigueur et est respectée par toutes les institutions, les autorités indépendantes, la société civile, les partis politiques... Bien sûr, toute avancée peut engendrer des problèmes et il y a certaines difficultés à régler dans le domaine.

Qu'est-ce qu'il pourrait être amélioré ?

Depuis la révolution, on apprend à s'adapter à un processus nouveau dans le monde des médias. C'est un apprentissage dans le cadre de la liberté. Le rôle de la société civile, des autorités, de toute personne responsable, c'est d'arriver à trouver des solutions et de trouver les compromis nécessaires entre la liberté en tant que droit et la régulation qui ne doit pas porter atteinte au principe de la liberté. Un travail d'équilibre.

C'est compliqué pour la presse et le monde des médias de faire à nouveau

confiance aux politiques ?

La relation entre politiques et médias a toujours été compliquée, même en dehors de la Tunisie il y a toujours des tensions. Mais je pense que ma venue au gouvernement va faci-

liter les choses. Je suis issue de la société civile, je suis un fervent défenseur des droits et des libertés depuis des décennies. Les responsabilités ne vont pas dénaturer cette volonté.

Pourquoi avez-vous accepté d'entrer au gouvernement ?

Une conviction personnelle. J'estime que le gouvernement tunisien manquait de certaines compétences, que des personnes issues de la société civile peuvent alimenter le débat public et enrichir certains postes, responsabilités. Il ne faut pas qu'il y ait d'esprit de rupture entre la société civile et les autorités, au contraire. Leurs rôles sont complémentaires : la société civile doit être vigilante, donner l'alerte et les autorités doivent être à l'écoute pour arriver aux compromis nécessaires.

Le jumelage entre la Tunisie, la Belgique et la France s'inscrit dans une volonté du gouvernement à accueillir toute ouverture vers l'Union européenne. C'est cet esprit-là qui aiguille le travail du gouvernement, mon travail et de la Hiico qui veille à la régulation du paysage audiovisuel. Le jumelage, c'est du gagnant-gagnant.

Avez-vous confiance en l'avenir de la presse, des médias, en Tunisie ? En l'avenir de la transition démocratique ?

Je suis confiant, je suis optimiste. La valeur de la liberté acquise à travers de la révolution est partagée par tous les Tunisiens, n'en déplaise à certaines voix populistes qui s'élèvent parfois pour dénoncer le système des droits de l'Homme. Ce qui n'est malheureusement pas spécifique à la Tunisie, on entend les mêmes voix en Belgique, en France...

Craignez-vous un sursaut populiste en Tunisie ?

La menace existe partout. Voyez ce qu'il se passe dans le monde... au Brésil dernièrement. Certaines personnes, heureusement minoritaires, n'ont pas conscience de ce qu'il s'est passé lors de la Seconde Guerre mondiale, des avancées faites dans le domaine des droits de l'Homme. Pour eux, c'est un acquis indiscutable. Je pense qu'il y a un travail de conscientisation, de enseigner à faire auprès des nouvelles générations. Leur apprendre ce qu'il s'est passé et pourquoi les avancées dans le domaine des droits de l'Homme sont si précieuses et méritent d'être protégées. ■

Propos recueillis par
M.BN.